

Géorgie: du communisme au miracle économique

Comment cet ancien pays soviétique est devenu le « Hong Kong de la mer Noire ». Par Guillaume Vuillemeys, analyste à l'institut économique Molinari.

En 2003, l'ancien ministre des Affaires étrangères de l'URSS, Edouard Chevardnadze est reconduit à la présidence de la Géorgie (qu'il occupe depuis 1992) au terme d'une élection truquée. Des manifestations s'ensuivent dans la capitale, Tbilissi. Il démissionne après plusieurs journées de troubles et le leader de l'opposition, Mikheil Saakachvili, est élu en janvier 2004. C'est la « Révolution des Roses ». En l'espace de quelques années, le pays accomplit une spectaculaire transition d'une économie collectivisée vers une économie libre.



Mikheil Saakachvili. Gerard Cerles/AFP

Bureaucratism amoindrie

Le gouvernement géorgien a tout fait pour encourager la création de richesses, attirer les investisseurs et permettre au pays de devenir, selon la formule de l'ancien ministre des finances, « le Hong Kong de la mer Noire ». Les protections légales de la propriété privée ont été renforcées. La bureaucratism a été considérablement

amoindrie. Le nombre total de permissions et de licences préalables à l'exercice d'activités économiques a été réduit de 84 %. De nombreuses procédures administratives ont été supprimées ou informatisées. Grâce à des simplifications du droit social, le marché du travail est devenu l'un des plus libres au monde. Quant à la sphère publique, son poids a été fortement réduit. Le nombre d'employés de l'État central a baissé de 35 %, celui des agences publiques de 65 %. Les effectifs du Ministère de l'Agriculture, par exemple, ont été réduits de 5 800 à 350. Des pans entiers de l'économie ont été privatisés: transports, énergie, télécom-

munications. Une large part des terres et des biens immobiliers publics ont été cédés. Outre de substantiels gains d'efficacité, ce processus a fait chuter la corruption (qui n'a pas disparu pour autant). Ainsi que l'explique Saakachvili, « le plus sûr moyen de lutter contre la corruption, c'est de privatiser. Plus l'État est petit, moins il y a de bureaucrates et moins il y a de personnes à corrompre ».

Dans de nombreux pays ex-soviétiques (Russie par exemple), les libéralisations n'ont été que de façade, bénéficiant à des oligarques proches du pouvoir politique et préservant nombre de positions acquises. La Géorgie s'est prémunie contre cela en supprimant plusieurs agences et autorités publiques et en refondant totalement plusieurs branches de l'État. Ainsi, 40 000 fonctionnaires de la police – l'un des corps les plus corrompus – ont été licenciés et 15 000 jeunes policiers n'ayant jamais appartenu

à l'ancien système ont été recrutés pour les remplacer. Les privatisations ont été effectuées selon des procédures transparentes, ouvertes aux investisseurs étrangers.

En 2005, un nouveau Code fiscal a été mis en place. Un impôt à taux unique a remplacé l'impôt progressif, et de nombreux taux ont été abaissés. Actuellement fixé à 20 %, l'impôt sur le revenu sera réduit à 15 % d'ici à 2013. La taxation des intérêts et dividendes, régulièrement abaissée, deviendra nulle en 2012. La taxation de l'héritage ou du patrimoine est nulle. La fiscalité géorgienne est devenue l'une des plus attractives d'Europe centrale et orientale. Le nombre de pages du nouveau Code fiscal est inférieur de 95 % à celui du précédent, et le nombre d'impôts est passé de 22 à 6. En 2008, le pays a adopté une règle budgétaire interdisant les déficits publics. Ces efforts colossaux ont vite porté leurs fruits. Entre 2004 et 2007, la croissance a été d'environ 9 % par an. Si elle a été moindre en 2008 (conflit armé avec la Russie) et en 2009 (crise financière), le potentiel de croissance

demeure soutenu. En mai, les prévisions pour 2010 ont été revues en hausse, à 4,5 %. En 5 ans, le pays a bondi de la 112^e place à la 11^e dans le classement Doing Business, qui mesure l'aisance à créer une entreprise et l'efficacité du système réglementaire. Le secteur privé s'est fortement développé, le nombre d'entreprises passant de 40 000 en 2002 à 200 000 en 2008 (ce qui donne à la Géorgie l'un des taux d'entreprises par habitant parmi les plus élevés au monde). Quant aux recettes fiscales, elles ont été multipliées par 10 entre 2003 et 2008, du fait de la plus grande activité du secteur privé et de la réduction des activités informelles. Du communisme à l'économie libre, la Géorgie a accompli une transition rapide et efficace. La réduction massive du poids de la sphère publique, la simplification du droit, la protection des droits de propriété ont permis le développement du secteur privé et une croissance rapide. Incontestablement, nombre d'États européens ont des leçons à tirer du succès géorgien. ■

G.V.